

Le Nordiste Jacques Voisin quitte la présidence de la CFTC : « On est dans une période où il faut taper du poing sur la table ! »

Demain s'ouvre à Poitiers le 51^e congrès de la CFTC. Son président Jacques Voisin s'en va après 35 ans d'action syndicale commencée dans la Sambre. Entretien.

– Depuis 2002, vous avez donné à la CFTC une ligne plus revendicative. C'est dû à votre parcours ?

« Cela tient beaucoup à ce que j'ai vécu notamment lors de la grande crise de la sidérurgie où j'ai fait mes premières armes de négociateur. Pour moi il y a des limites à l'acceptable. Je crois beaucoup au syndicalisme de construction sociale, mais il y a des moments où, lorsqu'il n'y a pas en face de volonté de négocier, il faut taper du poing sur la table, dire "ça suffit". »

– Aujourd'hui, c'est une période où il faut, selon vous, taper sur la table ?

« Oui. On est dans une période où il faut faire très attention. La situation est très grave. On doit taper du poing parce qu'avec le plan de rigueur, on va dans le mur. C'est un deuxième plan qui reste injuste et

en plus touche aux fondamentaux de la reprise et de la croissance. Quand on prend des mesures sur les prestations familiales, cela bloque le pouvoir d'achat, la consommation et la croissance. On peut comprendre la rigueur, ce dont je ne veux pas, c'est l'austérité. Je ne suis pas économiste mais on voit bien qu'on est dans un scénario dépressif comme en 1929... La seule préoccupation, c'est de répondre aux agences de notation. Il faut réagir. »

– Comment ? Par de nouvelles manifestations dans la rue ?

« Nous avons un rendez-vous vendredi entre organisations syndicales pour étudier une réponse efficace. Quand je regarde les dernières manifestations, je constate qu'on a perdu en crédibilité. La CFTC proposera une démarche commune en direction du gouvernement et du patronat. Dans une période à hauts risques sociaux, il faut restructurer la concertation entre l'État et les partenaires sociaux, et rechercher ensemble quelles sont les mesures susceptibles de protéger au mieux les salariés et les

demandeurs d'emplois. Je préfère cela à la manif dans la rue. Il faut se préparer au pire. Aujourd'hui le dialogue social, c'est au siège du MEDEF et quand le MEDEF le décide, là aussi ça suffit ! »

– Quelles mesures allez-vous proposer ?

« En 2008 on a su faire le fonds d'intervention social. Aujourd'hui, il faut imaginer un "bouclier social", c'est-à-dire qu'en dessous d'un certain niveau de ressources, on ne touche pas aux prestations. Et puis dans le prolongement du fonds d'intervention pour l'emploi, il faut soutenir la constitution par les entreprises de provisions pour risques sociaux, à l'image de la caisse intempéries dans le bâtiment. »

– Comment avez-vous appris la décision sur les retraites ?

« Le gouvernement qui avait déclaré qu'il s'en tiendrait là a tout remis en question sans aucune concertation. Xavier Bertrand m'a appelé lundi matin avant le conseil des ministres pour me dire ce qu'il y avait dans le projet. C'est tout. Il y a un vrai problème de confian-



Jacques Voisin : « La seule préoccupation, c'est de répondre aux agences de notation. Il faut réagir. » PHOTO ARCHIVES SAMI BELLOUMI

ce... Nos militants sont partagés entre révolte et résignation. »

– La nouvelle règle de représentativité ne vous impose-t-elle pas un rapprochement avec une autre organisation ?

« J'ai posé la question des alliances dès 2008, avec des contacts avec la CFE-CGC et FO. Il faut être pragmatique, étudier des alliances se-

lon les branches. En tout état de cause le moment de vérité sera en 2013. Les compteurs s'afficheront et on verra ce que pèse la CFTC. Dans les PME, on dépasse 10 % et le seuil de 8 % dans les branches est tout à fait accessible. C'est un vrai défi. Les valeurs que nous portons ont leur raison d'être. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HERVÉ FAVRE